



Volet B

Copie à publier aux annexes au Moniteur belge après dépôt de l'acte au greffe

Réservé
au
Moniteur
belge



20064650



N° d'entreprise : 0648 911 588

Nom

(en entier) : **THE FAKTORY**

(en abrégé) :

Forme légale : **Société Anonyme**Adresse complète du siège : **Avenue du Pré Aily, 24 à 4031 LIEGE-ANGLEUR**

Objet de l'acte : **Augmentation du capital - réduction du capital - refonte des statuts**

D'un acte reçu par le notaire Philippe LABÉ, à Liège deuxième canton, exerçant sa fonction dans la SRL « Philippe LABE, société notariale », ayant son siège rue Hemricourt 25 à 4000 Liège, le 13 mai 2020, à l'étude, il résulte qu'a comparu l'actionnaire unique exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme THE FAKTORY dont le siège social est sis à 4031 Liège-Angleur, avenue du Pré Aily, 24. RPM Liège 0648.911.588 Les décisions suivantes sont prises par l'actionnaire unique, exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire :

PREMIERE RESOLUTION :

L'actionnaire unique, exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale extraordinaire dispense de donner lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport du Réviseur d'entreprises, Monsieur Pascal Celen, sur l'apport en nature ci-après prévu, rapports établis conformément à l'article 7 :197 du code des sociétés et des associations. Le rapport du Réviseur conclut dans les termes suivants : « CONCLUSIONS

Le conseil d'administration propose d'augmenter le capital social à concurrence de 10.245.317,00 € par l'apport en nature de 5 participations de la SA BELINVEST dans les sociétés SA WISHBONE, SA E-PEAS, SA HLO, KENSU INC et SA IOPOOL ainsi que d'une créance pour un montant de 50.000,00 € de la SA BELINVEST dans la SA HLO.

La SA BELINVEST détient des participations dans les 5 sociétés suivantes :

-3.510 actions de catégorie « A » dont 246 actions de catégories « A1 » de la SA WISHBONE (BE 0543.516.635) représentant 21,65 % du capital de cette dernière ;

-52.583 actions dont 48.955 actions de catégorie « B » et 3.628 actions de catégories « C » ainsi que 5 warrants anti-dilutifs de catégorie B, 5 warrants anti-dilutifs de catégorie C et 5 warrants d'indemnisation de catégorie C de la SA E-PEAS (BE 0506.674.451) représentant 31,51 % du capital de cette dernière ;

-33.303 actions de catégorie « A » de la SA HLO (BE 0505.791.355) représentant 35,18 % du capital de cette dernière ;

-6.161.607 actions dont 2.469.143 de type « COMMON SOTCK », 2.763.959 de type « SERIES SEED PREFERRED STOCK » et 928.505 de type « SERIES SEED-2 PREFERRED STOCK » de la société KENSU INC représentant 13,16 % du capital de cette dernière ;

-76.500 actions de catégorie « A » de la SA IOPOOL (BE 0711.904.972) représentant 85,00 % du capital de cette dernière.

Au terme de nos travaux de vérification, nous sommes d'avis que :

-L'opération a été contrôlée conformément aux normes édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises en matière d'apports en nature et que l'administrateur de la société est responsable de l'évaluation des biens apportés ainsi que de la détermination du nombre d'actions à émettre en contrepartie des apports en nature ;

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers
Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

-La description de l'apport en nature répond à des conditions normales de précision et de clarté ;

-Le mode d'évaluation de l'apport en nature consistant en la valeur nominale est justifié par les principes de l'économie d'entreprise et conduit à une valeur d'apport qui correspond au moins au nombre et au pair comptable des actions à émettre en contrepartie, de sorte que l'apport en nature n'est pas surévalué.

-le conseil d'administration s'est conformé au prescrit des articles 7 :179 et 7 :197 du Code des Sociétés et des Associations;

-les données financières et comptables contenues dans le rapport du conseil d'administration sont fidèles et suffisantes dans tous leurs aspects significatifs pour éclairer l'assemblée générale appelée à voter la proposition d'augmentation de capital.

En contrepartie de l'augmentation du capital, il ne sera pas créé de nouvelles actions de la SA THE FAKTORY étant donné que l'apporteur, la SA BELINVEST, détient déjà l'intégralité des 45.000 actions représentant le capital actuel de la SA THE FAKTORY.

Nous croyons enfin utile de rappeler que le conseil d'administration de la société est responsable de l'évaluation des éléments apportés ainsi que de la détermination du nombre d'actions à émettre en contrepartie de l'apport en nature.

Notre mission porte sur la description de l'apport en nature, sur l'appréciation de son évaluation et sur la mention de la rémunération attribuée en contrepartie ; il ne nous appartient pas de nous prononcer sur le caractère légitime et équitable de l'opération. Liège, le 6 mai 2020. REWISE SRL Représentée par Pascal CELEN Réviseur d'Entreprises »

A l'instant, l'actionnaire unique déclare avoir parfaite connaissance du contenu du rapport du conseil d'administration et de celui du réviseur d'entreprises et en avoir reçu copie; il dispense, en conséquence, le Notaire soussigné, de les annexer aux présentes. Il marque son accord sur les conclusions du Réviseur d'Entreprise.

L'original de chaque rapport sera déposé conformément à la loi au Greffe du Tribunal de l'Entreprise, en même temps qu'une expédition des présentes.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'actionnaire unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de DIX MILLIONS DEUX CENT QUARANTE CINQ MILLE TROIS CENT DIX SEPT EUROS (10.245.317 euros) pour le porter de quatre millions cinq cent mille euros (4.500.000 euros) à quatorze millions sept cent quarante-cinq mille trois cent dix-sept euros (14.745.317 euros) sans émission d'action nouvelle, par l'apport en nature ci-après.

Belinvest déclare apporter :

-3.510 actions de catégorie A, dont 246 de catégorie A1, détenues par BELINVEST dans la SA Wishbone, société anonyme de droit belge dont le siège social est établi Rue de l'Expansion 1, bte 3 à 4400 Flémalle et enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0543.516.635.

-52.583 actions dont 48.955 actions de catégorie B et 3.628 actions de catégorie C, accompagnées des warrants anti-dilutifs et d'indemnisation qui y sont attachés à savoir 5 warrants anti-dilutifs de catégorie B, 5 warrants anti-dilutifs de catégorie C et 5 warrants d'indemnisation de catégorie C, détenus par BELINVEST dans la SA E-peas, société anonyme de droit belge dont le siège social est établi Rue du Fond Cattelain 1 à 1435 Mont-Saint-Guibert et enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0506.674.451.

-33.303 actions de catégorie A détenues par BELINVEST dans la SA HLO, société anonyme de droit belge dont le siège social est établi Rue Jardon 31 à 4800 Verviers et enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0505.791.355 et une créance de BELINVEST à l'encontre de HLO d'un montant de 50.000 euros régie par une convention de prêt convertible datée du 14 mars 2018.

-6.161.607 actions, dont 2.469.143 de type « common », 2.763.959 de type « seed » et 928.505 de type « seed-2 » détenues par BELINVEST dans KENSU INC société de droit de l'État du Delaware dont le siège social est établi à 340 S LEMON AVE #6779, WALNUT, CA 91789, US et enregistrée sous le numéro EIN 352573579.

-76.500 actions de catégorie A détenues par BELINVEST dans la SA IOPOOL, société anonyme de droit belge dont le siège social est établi Avenue Pré Ailly 24 à 4031 Angleur et enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0711.904.972.

TROISIEME RESOLUTION : CONSTATION

Suite à la réalisation effective de l'augmentation du capital, l'actionnaire unique constate et requiert le notaire soussigné d'acter que l'augmentation de capital est intégralement souscrite, entièrement libérée et que le capital est ainsi effectivement porté à quatorze millions sept cent quarante-cinq mille trois cent dix-sept euros (14.745.317 euros) et représenté par 45.000 actions sans désignation de valeur nominale. Il décide d'adapter les statuts en ce sens.

QUATRIEME RESOLUTION : REDUCTION DE CAPITAL

En vue d'absorber les pertes reportées de la société sur base des comptes arrêtés au trente et un décembre deux mil dix-huit approuvés par l'assemblée ordinaire tenue le seize septembre deux mil dix-neuf, l'actionnaire unique décide de réduire le capital par apurement desdites pertes à concurrence de trois millions trente mille six cent vingt-cinq euros (3.030.625 euros) pour le ramener de quatorze millions sept cent quarante-cinq mille trois cent dix-sept euros (14.745.317 euros) à onze millions sept cent quatorze mille six cent nonante deux euros (11.714.692 euros) sans destruction d'actions existantes et de modifier les statuts pour le mettre en concordance avec la situation nouvelle du capital.

CINQUIEME RESOLUTION : REFORTE DES STATUTS

L'actionnaire unique décide de se soumettre aux dispositions du Code des sociétés et des associations et d'adopter des statuts complètement nouveaux, qui sont en concordance avec ledit Code, sans toutefois apporter une modification à son objet.

L'actionnaire unique déclare et décide que le texte des nouveaux statuts est rédigé comme suit :

STATUTS

Titre I: Forme légale – Dénomination – Siège – Objet – Durée

Article 1: Dénomination et forme

La société revêt la forme d'une société anonyme.

Elle est dénommée « THE FAKTORY».

Article 2: Siège

Le siège est établi en Région wallonne.

La société peut également, par simple décision de l'organe d'administration, établir ou supprimer des sièges administratifs, agences, ateliers, dépôts et succursales tant en Belgique qu'à l'étranger.

Article 3: Objet

La société a pour objet, pour son compte ou pour compte d'autrui, en Belgique ou à l'étranger : (1°) la création ou l'accompagnement d'entreprises, de sociétés, de projets ou de startups (collectivement les « startups »), en phase de pré-crédation, de création, de développement ou déjà constituées, (2°) la détention ou la gestion de participation dans toute société belge ou étrangère et (3°) la conception, le développement, la fabrication, la commercialisation et l'exploitation, sous quelque forme que ce soit, y compris par l'octroi à des tiers de brevets ou de licences, (i) d'objets connectés, (ii) de matériels, logiciels, services et d'applications informatiques (« apps ») et (iii) plus largement de tout produit, objet, jouet, technique, concept, programme ou invention généralement quelconques.

La société pourra prêter tout service en relation avec ce qui précède, y compris (faire) réaliser des études de marché, préparer et suivre des plans d'affaires, accompagner la recherche de financement, ainsi que fournir une aide aux démarches de création, un accompagnement et un support dans les activités de prototypage, et un accompagnement à la commercialisation. Elle pourra également mettre ses locaux et infrastructures à la disposition de startups et prêter tout autre activité nécessaire au lancement et au développement de ces startups.

La société peut utiliser toutes les techniques de financement, quelles qu'elles soient, susceptibles de favoriser, directement ou indirectement, la réalisation de l'objet social.

Elle peut notamment prendre et gérer des participations, créer de nouveaux établissements, exercer les fonctions d'administrateur, de gérant, de mandataire spécial ou de liquidateur dans d'autres sociétés, accorder des prêts, souscrire à des emprunts obligataires, convertibles ou non, à des warrants, donner des garanties ou des cautionnements et faire des apports.

La société peut également acquérir et utiliser des droits à l'image d'organismes actifs dans le domaine de l'entrepreneuriat et utiliser tous les moyens à sa disposition pour poursuivre son objet social.

La société peut accomplir, d'une manière générale, toutes opérations industrielles et commerciales, financières et civiles, mobilières et immobilières ayant un rapport direct ou indirect avec son objet et pouvant en faciliter directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, la réalisation.

Article 4: Durée

La société existe pour une durée illimitée.

Titre II: Capital

Article 5: Capital de la société

Le capital est fixé à onze millions sept cent quatorze mille six cent nonante deux euros (11.714.692 euros) et représenté par 45.000 actions, sans désignation de valeur nominale, toutes entièrement libérées représentant chacune 1/45.000ième de l'avoir social.

Article 6: Augmentation et réduction du capital

Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification aux statuts.

Article 7: Droit de préférence en cas de souscription en espèces

En cas d'augmentation de capital, d'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription, les actions à souscrire en espèces, les obligations convertibles ou les droits de souscription doivent être offerts par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions.

L'assemblée générale appelée à délibérer et à statuer sur l'augmentation de capital peut, dans l'intérêt social, dans le respect des conditions de quorum et de majorité requises pour la modification des statuts, limiter ou supprimer le droit de préférence. Cette proposition doit être spécialement annoncée dans la convocation.

Article 8: Appels de fonds

Les souscripteurs d'actions s'engagent pour la totalité du montant représenté par leurs actions dans le capital social. L'engagement de libérer entièrement une action est inconditionnel et indivisible, nonobstant toute disposition contraire.

Si une action non entièrement libérée est détenue en indivision par plusieurs propriétaires, chacun d'eux répond solidairement du paiement du montant total des versements appelés et exigibles.

Lorsque le capital n'est pas entièrement libéré, l'organe d'administration décide souverainement des appels de fonds à effectuer par les actionnaires moyennant traitement égal. L'appel est notifié aux actionnaires par lettre recommandée (ou : par courrier ordinaire ou via l'adresse e-mail communiquée par l'actionnaire), avec indication du compte bancaire sur lequel doit s'opérer le paiement.

L'exercice des droits de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés est suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'auront pas été effectués.

L'actionnaire qui, après un préavis d'un mois, signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire à ses versements devra payer à la société un intérêt calculé au taux légal, à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Titre III: Titres

Article 9: Nature des actions

Toutes les actions sont nominatives.

Elles sont inscrites dans un registre des actions nominatives tenu au siège social et dont tout actionnaire peut prendre connaissance ; ce registre contiendra les mentions requises par le Code des sociétés et des associations.

Article 10: Nature des autres titres

Tous les titres, autres que les actions, sont nominatifs.

Ils sont inscrits dans un registre des titres nominatifs de la catégorie à laquelle ils appartiennent ; ce registre contiendra les mentions requises par le Code des sociétés et des associations. Chaque titulaire de titres peut prendre connaissance de ce registre relatif à ses titres.

Article 11: Indivisibilité des actions

Toute action est indivisible.

Si une action appartient à plusieurs copropriétaires, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant propriétaire du titre à l'égard de la société.

Sauf disposition spéciale contraire dans les présents statuts, ou dans le testament ou la convention qui a créé l'usufruit, en cas de démembrement du droit de propriété d'une action en usufruit et nue-propriété, les droits y afférents sont exercés par l'usufruitier.

Article 12: Cession et transmission des actions

La cession d'actions n'est soumise à aucune restriction. Cette réglementation est d'application sur toutes les actions de la société ainsi que sur toutes les obligations convertibles et droits de souscription éventuels émis par la société.

Titre IV: Administration et représentation

Article 13: Composition du conseil d'administration

La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins. Toutefois, dans les cas prévus par la loi, la composition du conseil d'administration peut être limitée à deux membres.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale pour six ans au plus.

L'assemblée générale peut mettre un terme à tout moment, avec effet immédiat et sans motif au mandat de chaque administrateur.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Le mandat des administrateurs sortants qui ne sont pas réélus, cesse immédiatement après l'assemblée générale qui a procédé à la réélection.

Chaque membre du conseil d'administration peut donner sa démission par simple notification au conseil d'administration. Il peut lui-même faire tout ce qui est nécessaire pour rendre la fin de son mandat opposable aux tiers.

Tout administrateur est tenu de continuer à exercer sa mission après sa démission jusqu'à ce qu'il ait été pourvu en son remplacement au terme d'une période raisonnable.

Lorsque la place d'un administrateur devient vacante avant la fin de son mandat, les administrateurs restants ont le droit de coopter un nouvel administrateur.

La première assemblée générale qui suit doit confirmer le mandat de l'administrateur coopté. En cas de confirmation, l'administrateur coopté termine le mandat de son prédécesseur, sauf si l'assemblée générale en décide autrement. À défaut de confirmation, le mandat de l'administrateur coopté prend fin après l'assemblée générale, sans que cela porte préjudice à la régularité de la composition de l'organe d'administration jusqu'à cette date.

Lorsque la société ne compte plus qu'un seul administrateur par suite de décès ou d'incapacité, l'ensemble des pouvoirs du conseil d'administration lui sera attribué comme administrateur unique, avec la faculté de déléguer une partie de ces pouvoirs. Les dispositions des présents statuts qui renvoient au conseil d'administration peuvent alors être lues comme renvoyant à l'administrateur unique.

Article 14: Présidence du conseil d'administration

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président.

Le conseil peut également nommer un vice-président.

En cas d'empêchement du président, il est remplacé par le vice-président ou, à défaut de vice-président, par un autre administrateur désigné par ses collègues, ou à défaut d'accord, par le plus âgé des administrateurs présents.

Article 15: Convocation du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou de deux administrateurs, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

La réunion se tient au lieu indiqué dans la convocation et à défaut de telle indication, au siège.

En outre, les réunions, en ce compris les délibérations et votes, peuvent, sur proposition de son président, être tenues via tout moyen de télécommunication, notamment oral ou visuel, qui permette des débats entre des participants géographiquement éloignés. Dans ce cas, la réunion est réputée se tenir au siège et tous les administrateurs participants y être présents.

Article 16: Délibérations du conseil d'administration

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Tout administrateur peut donner mandat à un de ses collègues pour le représenter à une réunion déterminée du conseil d'administration et pour y voter en son lieu et place. Ce mandat doit être donné par écrit ou par tout autre moyen de communication ayant un support matériel. Le mandant est, dans ce cas, réputé présent.

Un administrateur peut aussi, à condition que la moitié des membres du conseil d'administration soient présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit (éventuellement: ou par tout autre moyen de communication ayant un support matériel).

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement sur des points qui ne figurent pas à l'ordre du jour que si tous ses membres sont présents à la réunion et donnent leur consentement.

Ce consentement sera sensé être donné si aucune objection n'a été actée au procès-verbal.

Les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Toutefois, si la société n'a que deux administrateurs, la voix de celui qui préside la réunion cesse d'être prépondérante jusqu'à ce que le conseil d'administration soit à nouveau composé de trois membres au moins.

Article 17: Procès-verbaux du conseil d'administration

Les décisions du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion et par la majorité au moins des membres présents/les administrateurs qui le souhaitent.

Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial. Toutes copies et extraits des procès-verbaux sont signés par le président ou par l'(un des) administrateur(s)-délégué(s).

Article 18: Pouvoirs du conseil d'administration

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la société, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réserve à l'assemblée générale.

Article 19: Gestion journalière

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs de ses membres, qui portent le titre d'administrateur-délégué, ou à un ou plusieurs directeurs.

Ils agissent seuls.

Les délégués à la gestion journalière peuvent, en ce qui concerne cette gestion, attribuer des mandats spéciaux à tout mandataire.

Le conseil d'administration fixe les attributions et rémunérations éventuelles pour les délégués à la gestion journalière. Il peut révoquer en tout temps leurs mandats.

Article 20: Représentation de la société

1. Tous les actes qui engagent la société, en justice et dans tous les actes, sont valables s'ils sont signés soit par deux administrateurs agissant conjointement, soit par le président du conseil d'administration agissant seul.

2. Dans les limites de la gestion journalière, la société est également valablement représentée dans tous actes et en justice par la ou les personnes déléguées à cette gestion, qui agissent seul ; (étant entendu que tout engagement de la société d'un montant supérieur à 100.000€ sera considéré comme excédant la gestion journalière).

3. Ils ne doivent pas prouver leurs pouvoirs vis-à-vis des tiers.

4. Le conseil d'administration peut conférer des mandats spéciaux à une ou plusieurs personnes. La société est valablement représentée par ces mandataires spéciaux dans les limites de leur mandat.

Article 21: Rémunération des administrateurs

Le mandat d'administrateur est exercé gratuitement sauf décision contraire de l'assemblée générale.

A l'occasion de chaque nomination, l'assemblée générale décide, si et dans quelle mesure le mandat d'administrateur sera rémunéré par une indemnité fixe ou variable.

L'assemblée générale peut également allouer des jetons de présence aux administrateurs.

Le conseil d'administration peut accorder des indemnités aux personnes chargées de la gestion journalière et aux mandataires spéciaux.

Titre V: Contrôle de la société

Article 22: Nomination d'un ou plusieurs commissaires

Lorsque la loi l'exige, le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels, sera confié à un ou plusieurs commissaires, nommés conformément aux dispositions légales.

Titre VI: Assemblée générale

Article 23: Tenue et convocation

L'assemblée générale ordinaire se réunit annuellement le 8 mai à 11h30. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable suivant, à la même heure.

Les assemblées générales ordinaires, spéciales et extraordinaires se réunissent au siège de la société ou à l'endroit indiqué dans la convocation.

Les convocations aux assemblées générales contiennent l'ordre du jour.

Elles sont faites par e-mails envoyés quinze jours au moins avant l'assemblée aux actionnaires, aux administrateurs et, le cas échéant, aux titulaires d'obligations convertibles nominatives, de droits de souscription nominatifs ou de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la société et aux commissaires. Elles sont faites par courrier ordinaire aux personnes pour lesquelles la société ne dispose pas d'une adresse e-mail, le même jour que l'envoi des convocations électroniques.

Toute personne peut renoncer à la convocation, dans les limites imposées par la loi, et sera, en tout cas, considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

Article 24: Admission à l'assemblée générale

Pour être admis à l'assemblée générale et, pour les actionnaires, pour y exercer le droit de vote, un titulaire de titres doit remplir les conditions suivantes :

- le titulaire de titres nominatifs doit être inscrit en cette qualité dans le registre des titres nominatifs relatif à sa catégorie de titres ;
- les droits afférents aux titres d'un titulaire ne peuvent pas être suspendus, à l'exception du droit de vote. Si le droit de vote est suspendu, le titulaire peut participer à l'assemblée générale sans pouvoir participer au vote.

Article 25: Représentation à l'assemblée générale

Tout propriétaire de titres peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire à condition que toutes les formalités d'admission à l'assemblée sont accomplies.

Article 26: Vote par correspondance

Pour autant que l'organe d'administration ait prévu cette faculté, tout actionnaire peut voter par correspondance. Ce vote doit être fait moyennant un formulaire mis à la disposition des actionnaires par l'organe d'administration et qui contient les mentions suivantes: l'identité de l'actionnaire, sa signature et la date et le lieu de signature, le nombre d'actions pour lesquelles il prend part au vote, la preuve que les formalités d'admission à l'assemblée générale ont été accomplies, l'ordre du jour de l'assemblée générale et le mode de vote de l'actionnaire sur chaque proposition: pour, contre ou abstention

Pour être valable, ces formulaires doivent être notifiés au plus tard 3 jours ouvrables avant l'assemblée générale à l'organe d'administration à l'adresse e-mail de la société ou par recommandé.

Article 27: Composition du bureau

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, ou en son absence, par le vice-président ou à défaut de vice-président, par un autre administrateur désigné par ses collègues.

Le président désigne un secrétaire.

Le président désigne deux scrutateurs parmi les actionnaires présents, si leur nombre le justifie.

Article 28: Délibération

L'assemblée générale ne peut délibérer sur des points qui ne figurent pas dans l'ordre du jour, sauf si tous les actionnaires sont présents et décident à l'unanimité de délibérer sur des sujets nouveaux, ainsi que lorsque des circonstances exceptionnelles inconnues au moment de la convocation exigent une décision dans l'intérêt de la société.

Article 29: Assemblée générale par procédure écrite

1. Les actionnaires peuvent, dans les limites de la loi, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale à l'exception de celles qui doivent être reçues dans un acte authentique.

2. En ce qui concerne la datation de l'assemblée annuelle, la date de la décision signée par tous les actionnaires est réputée être la date statutaire de l'assemblée générale annuelle, sauf preuve du contraire, à condition que la décision écrite signée par tous les actionnaires soit parvenue à la société 20 jours avant la date statutaire. Si plusieurs exemplaires de proposition de décisions ont été envoyés, la date de réception du dernier exemplaire est déterminante pour la date de la décision.

La décision écrite, en plusieurs exemplaires ou non, est assortie d'une déclaration datée et signée par tous les administrateurs indiquant que la décision signée par tous les actionnaires est parvenue au siège de la société au plus tard 20 jours avant la date de l'assemblée annuelle générale statutaire et qu'elle porte toutes les signatures requises.

Si la dernière décision écrite n'est pas parvenue au plus tard dans les 20 jours précédant la date statutaire de l'assemblée annuelle, l'organe d'administration doit convoquer l'assemblée générale.

3. En ce qui concerne la datation de l'assemblée générale particulière, la date de la décision signée par tous les actionnaires est réputée être la date à laquelle la décision est parvenue au siège de la société, sauf preuve du contraire. Si plusieurs exemplaires de proposition de décisions ont été envoyés, la date de réception du dernier exemplaire est déterminante.

La décision écrite, reprise dans une ou plusieurs propositions approuvées, doit être assortie d'une déclaration datée et signée par tous les administrateurs indiquant que la décision signée par tous les actionnaires est parvenue au siège de la société à la date indiquée dans cette déclaration et qu'elle porte toutes les signatures requises.

La proposition de décision écrite envoyée doit indiquer si tous les points de l'ordre du jour doivent être approuvés dans leur ensemble pour parvenir à une décision écrite valable ou si une approbation écrite est sollicitée pour chaque point de l'ordre du jour séparément.

4. La proposition de décision écrite envoyée peut déterminer que l'approbation doit parvenir au siège de la société avant une date bien définie pour pouvoir faire l'objet d'une décision écrite valable. Si la décision écrite approuvée à l'unanimité n'est pas parvenue, en un ou plusieurs exemplaires, en temps utile avant cette date, les approbations signées perdront toute force de droit.

Article 30 : Assemblée générale par voie électronique

§1. Les actionnaires peuvent participer à distance à l'assemblée générale grâce à un moyen de communication électronique mis à disposition par la société. Les associés qui participent de cette manière à l'assemblée générale sont réputés présents à l'endroit où se tient l'assemblée générale pour le respect des conditions de présence et de majorité.

La qualité d'actionnaire et l'identité de la personne désireuse de participer à l'assemblée sont contrôlées et garanties par les modalités définies dans un règlement interne établi par le gérant/conseil d'administration. Ce règlement fixera également les modalités suivant lesquelles il est constaté qu'un associé participe à l'assemblée générale grâce au moyen de communication électronique et peut dès lors être considéré comme présent.

Afin de garantir la sécurité de la communication électronique, le règlement interne peut soumettre l'utilisation du moyen de communication électronique à des conditions qu'il détermine.

Il appartient au bureau de l'assemblée générale de vérifier le respect des conditions prévues par la loi, les présents statuts et le règlement interne et de constater si un actionnaire participe valablement à l'assemblée générale grâce au moyen de communication électronique et peut dès lors être considéré comme présent.

§2. Le moyen de communication électronique mis à disposition par la société doit au moins permettre à l'actionnaire, de manière directe, simultanée et continue, de prendre connaissance des discussions au sein de l'assemblée et, sur tous les points sur lesquels l'assemblée est appelée à se prononcer, d'exercer le droit de vote.

Article 31: Droit de vote

A l'assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, sous réserve des dispositions légales régissant les actions sans droit de vote.

Sauf dans les cas prévus par la loi ou les présents statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée générale.

Article 32: Prorogation de l'assemblée générale

Le conseil d'administration peut, séance tenante, proroger à trois semaines (en cas de société cotée : cinq semaines) toute assemblée générale, annuelle, extraordinaire ou spéciale, même s'il ne s'agit pas de statuer sur les comptes annuels.

Sauf si l'assemblée générale en décide autrement, cette prorogation n'annule pas les autres décisions prises.

Chaque actionnaire, y compris ceux qui n'ont pas participé en personne ou par mandataire à la première assemblée, est convoqué à la seconde assemblée et y est admis, moyennant accomplissement des formalités d'admission.

Les mandats octroyés pour la première assemblée restent valables pour la seconde assemblée, sauf s'ils ont été révoqués.

La seconde assemblée délibérera sur le même ordre du jour et statuera définitivement.

Article 33: Procès-verbaux de l'assemblée générale

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Ils sont consignés dans un registre spécial tenu au siège social.

Titre VII: Exercice social – Comptes annuels – Affectation du bénéfice

Article 34: Exercice social – Comptes annuels

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

A cette dernière date, les écritures de la société sont arrêtées et le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels, conformément aux dispositions légales.

Article 35: Affectation des bénéfices

Le bénéfice annuel net est déterminé conformément aux dispositions légales.

Au moins cinq pour cent est prélevé de ce bénéfice pour la création de la réserve légale. Cette obligation prend fin lorsque le fonds de réserve atteint un-dixième du capital social. L'obligation renaît si la réserve légale est entamée, jusqu'à ce que le fonds de réserve ait à nouveau atteint un-dixième du capital social.

L'affectation du solde des bénéfices est déterminée par l'assemblée annuelle statuant à la majorité des voix, sur proposition du conseil d'administration.

Article 36: Paiement des dividendes et acomptes sur dividendes

Le paiement des dividendes se fait à l'époque et aux endroits désignés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est autorisé, sous sa propre responsabilité et conformément aux dispositions légales, à décider le paiement des acomptes sur dividendes.

Titre VIII: Dissolution – Liquidation

Article 37: Désignation des liquidateurs

En cas de dissolution de la société pour quelque raison que ce soit et à n'importe quel moment, la liquidation s'opère par le ou les liquidateurs nommés par l'assemblée générale.

Si plusieurs liquidateurs sont nommés, l'assemblée générale décide s'ils représentent la société seuls, conjointement ou collégalement.

L'assemblée générale fixe la rémunération des liquidateurs.

A défaut de nomination par l'assemblée générale, la liquidation se fait par l'organe d'administration en fonction, qui agit le cas échéant en qualité de collège de liquidateurs.

Article 38: Pouvoirs des liquidateurs

Les liquidateurs sont compétents pour accomplir toutes les opérations prévues par la loi sauf si l'assemblée générale en décide autrement, à la majorité des voix.

Article 39: Mode de liquidation

Après paiement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation, ou après consignation des montants nécessaires à cette fin, les liquidateurs répartissent l'actif net, en espèces ou en titres, entre les actionnaires au pro rata du nombre d'actions qu'ils possèdent.

Les biens qui subsistent en nature sont répartis de la même façon.

Si toutes les actions ne sont pas libérées de la même façon, les liquidateurs doivent rétablir l'équilibre avant de procéder au partage précité, en mettant toutes les actions sur pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des actions insuffisamment libérées, soit par des remboursements préalables, en espèces ou en titres au profits des actions libérées dans une proportion supérieure.

Titre IX: Dispositions diverses

Article 40: Litiges

Pour tout litige relatif aux affaires de la société entre la société, ses actionnaires, administrateurs, administrateurs délégués, représentants permanents, directeurs, anciens administrateurs, anciens administrateurs délégués, anciens représentants permanents, anciens directeurs et-ou liquidateurs, ainsi que pour tout litige entre les personnes précitées elles-mêmes, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège de la société, à moins que la société n'y renonce expressément.

Article 41: Election de domicile

Tout actionnaire, administrateur, commissaire ou liquidateur domicilié à l'étranger, doit faire élection de domicile en Belgique pour l'exécution des statuts et toutes relations avec la société, sinon il sera estimé avoir élu domicile au siège de la société, où toutes les communications, sommations, assignations et significations peuvent lui être valablement faites.

Toutes communications relatives aux affaires de la société aux actionnaires et obligataires nominatifs, sont faites à leur domicile comme indiqué dans l'acte de constitution ou le registre des titres nominatifs, le cas échéant à l'adresse e-mail communiquée.

En cas de modification de domicile, l'actionnaire ou obligataire doit communiquer son nouveau domicile à la société par écrit, sinon il sera estimé avoir élu domicile à son ancien domicile.

Cette disposition s'applique par analogie en cas de décès d'un actionnaire ou obligataire.

Article 42: Application du Code des sociétés et des associations

Les dispositions du Code des sociétés et des associations auxquelles il ne serait pas licitement dérogé sont réputées inscrites dans les présents statuts et les clauses contraires aux dispositions impératives du Code sont réputées non écrites.

SIXIEME RESOLUTION : COORDINATION

L'actionnaire unique décide de donner la mission au notaire soussigné d'établir et de signer la coordination des statuts, conformément à la décision précédente, et d'assurer son dépôt au dossier de la société au greffe et dans costa.

SEPTIEME RESOLUTION : ADRESSE

L'actionnaire unique déclare que :

- l'adresse du siège est située à : 4031 Liège-Angleur, avenue du Pré Aily, 24.
- le site internet de la société est : www.thefactory.com
- l'adresse électronique de la société est : info@thefactory.com

Toute communication vers cette adresse par les actionnaires, les titulaires de titres émis par la société et les titulaires de certificats émis avec la collaboration de la société est réputée être intervenue valablement.

HUITIEME RESOLUTION : ADMINISTRATEURS-COMMISSAIRES

L'actionnaire unique décide de maintenir le nombre d'administrateurs à 4 et confirme pour autant que de besoin les mandats des administrateurs en place :

Monsieur Pierre L'HOEST numéro national 580508 071 69, désigné en qualité de président et de délégué à la gestion journalière par le conseil d'administration.

Monsieur Benoît Pierre Michel L'HOEST numéro national 88031224701,

Les mandats des Messieurs L'HOEST sont exercés à titre gratuit et non rémunérés.

La SRL HALDYR, numéro d'entreprise 0534754268 qui a désigné en qualité de représentant permanent Monsieur Simon ALEXANDRE numéro national 77111820180, désigné en qualité de délégué à la gestion journalière par le conseil d'administration.

La SRL JALOFIN numéro d'entreprise 0650939977 qui a désigné en qualité de représentant permanent Monsieur Nicolas Biet numéro national 80120320118

Les mandats des SRL HALDYR et JALOFIN sont rémunérés.

Il confirme qu'il n'y a pas lieu de nommer de commissaire.

Réservé
au
Moniteur
belge



Pour extrait analytique confirme délivré avant enregistrement aux fins de publication aux annexes du moniteur belge par le Notaire Philippe LABE à Liège

Déposés en même temps : expédition de l'acte, procuration, rapport du conseil d'administration, rapport du réviseur, coordination des statuts.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 09/06/2020 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).